

dans les comptes de dépôts à terme fixe en 1974, mais les dépôts à vue sont demeurés stables pour l'ensemble de l'année. Plus de la moitié de l'accroissement annuel des dépôts en dollars canadiens s'est produite au quatrième trimestre et est attribuable aux dépôts du gouvernement du Canada provenant des ventes considérables d'obligations d'épargne du Canada.

Le taux de croissance des institutions de dépôts non bancaires (banques d'épargne du Québec, caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit, sociétés de fiducie et sociétés de prêts hypothécaires), qui a été fortement touché par la réduction du niveau des dépenses de consommation et de la construction résidentielle au deuxième semestre, a diminué considérablement en 1974. L'accroissement de l'actif financier s'est chiffré à \$4.4 milliards, contre \$4.8 milliards en 1973. Toutes les institutions quasi bancaires ont enregistré un taux réduit d'accroissement de l'actif financier en 1974.

Bien que les quasi-banques aient continué à jouer un rôle important comme fournisseurs de fonds hypothécaires en 1974, elles ont été considérablement touchées par le ralentissement général de la construction résidentielle au deuxième semestre. La valeur totale des fonds hypothécaires fournis par l'ensemble de ces institutions au Canada s'est chiffrée à \$7.5 milliards, comparativement à \$7.0 milliards en 1973, mais le montant net fourni au second semestre (\$3.5 milliards) était sensiblement inférieur à celui établi pour la période correspondante de l'année précédente (\$4.0 milliards). Les taux des prêts hypothécaires ont augmenté régulièrement du premier trimestre à la fin du troisième trimestre, pour se stabiliser seulement pendant les derniers mois de l'année.

Les quasi-banques, qui sont intervenues pour près de la moitié de l'accroissement total net des fonds hypothécaires au premier semestre de 1974, ont contribué pour seulement 37.9% au second semestre; la proportion est tombée à 31.3% au quatrième trimestre. Par ailleurs, les banques à charte et les institutions financières publiques ont accru leur part de l'approvisionnement en nouveaux fonds hypothécaires en 1974; les banques ont fourni 19.4% et les institutions financières publiques 12.2% des prêts hypothécaires en 1974, comparativement à 16.7% et 6.1% en 1973. Les nouveaux fonds hypothécaires fournis par les institutions financières publiques ont pris une importance croissante dans la dernière partie de l'année par suite du ralentissement de la construction résidentielle.

La valeur totale du crédit à la consommation dans l'économie en 1974 s'est élevée à \$2,783 millions, soit une légère diminution par rapport à 1973 (\$2,840 millions). La baisse provient d'une réduction des dépenses de consommation, surtout pour les biens durables, aux deux derniers trimestres de 1974. Parmi les institutions prêteuses, seules les banques à charte ont fait état d'une augmentation du crédit à la consommation. En effet, la valeur nette du crédit à la consommation en 1974 a diminué d'environ \$80 millions dans les cas des quasi-banques (\$103 millions pour les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit, principales institutions prêteuses quasi bancaires) et d'environ \$200 millions dans le cas des sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation (classées dans les autres institutions prêteuses).

L'entrée nette sous forme de dépôts dans les quasi-banques est tombée à \$4.0 milliards en 1974, comparativement à \$4.2 milliards en 1973. La baisse s'est poursuivie toute l'année et le flux est tombé de \$1.4 milliard au premier trimestre de 1974 à \$0.7 milliard au dernier trimestre. Seules les sociétés de prêts hypothécaires ont enregistré une augmentation des entrées sous forme de dépôts (\$724 millions en 1974 contre \$667 millions en 1973). Si d'une part la substitution par les ménages des dépôts à terme aux obligations d'épargne du Canada au deuxième trimestre semble avoir été en partie responsable de l'accroissement des dépôts dans les quasi-banques, d'autre part les fortes ventes nettes d'obligations d'épargne du Canada au quatrième trimestre ont eu un effet défavorable à cet égard.

En raison surtout du déficit exceptionnellement élevé du commerce de marchandises, le déficit du compte courant du Canada a grimpé de \$425 millions en 1973 à \$1,877 millions en 1974. Ce déficit a été largement compensé par l'entrée nette de capitaux de \$1,901 millions en 1974 (réserves officielles non comprises), attribuable aux opérations sur les créances entre les Canadiens et les non-résidents.

Les opérations financières entre le Canada et le reste du monde ont été dominées par d'importantes acquisitions par les non-résidents, d'obligations canadiennes, en particulier d'obligations provinciales. Les acquisitions nettes d'obligations canadiennes par les non-résidents ont fortement augmenté, passant de \$683 millions en 1973 à \$1,982 millions en 1974. Cette augmentation des achats nets a porté sur toutes les catégories d'obligations, sauf